

## P.S. : la fin ?

## 1971 : reconstruction du P.S.

### Epinay et ses suites

Contenue depuis 2002, la crise du Parti Socialiste est à nouveau sur le devant de la scène. Aux dires des « rénovateurs » du P.S., cette crise proviendrait de 3 facteurs :

« Crise des idées, d'abord, puisque notre projet n'est plus adapté aux attentes de la société. Crise de direction, avec le système des « éléphants » ne produisant que du blocage collectif et du conflit personnel. Crise des alliances, enfin. Le PS s'est construit sur une stratégie d'union de la gauche mais il occupe désormais à lui seul l'essentiel de cet espace et il faudra bien en tirer des conséquences. »<sup>1</sup>

L'enjeu est énorme. On sait en effet que pour la fraction « rénovatrice » de l'appareil, l'objectif n'est ni plus ni moins que d'en finir avec un parti « nécrosé ». M. Valls, l'un des députés à la pointe du mouvement, se prononce explicitement pour « *faire imploser le P.S.* ». En lieu et place de ce parti, il s'agirait de construire un parti de type libéral, « moderne », c'est à dire *bourgeois*.

En 1892, Engels commentait par ces lignes la montée du travaillisme en Grande-Bretagne :

Les élections au Parlement, qui ont eu lieu il y a quelques jours, ont fait savoir en bonne et due forme aux deux partis officiels, aussi bien aux conservateurs qu'aux libéraux, qu'il leur faut maintenant compter les uns et les autres avec un troisième parti : le parti ouvrier.

C'en est fait de la superstition du « grand parti libéral » qui a subjugué les ouvriers anglais durant presque quarante ans. Des exemples frappants leur ont montré que se sont eux, les ouvriers, qui constituent en Angleterre, la force décisive, pour peu qu'ils le veuillent, et sachent ce qu'ils veulent; et les élections de 1892 ont marqué le début de cette volonté et de ce savoir. »<sup>2</sup>

En dernière analyse, ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de mener jusqu'à son terme le processus exactement *inverse*. Utilisant le recul actuel du mouvement ouvrier, il s'agit de le marginaliser définitivement sur la scène politique, en coupant définitivement le P.S. de sa propre histoire.

Ceci mérite donc la plus extrême attention. Mais pour comprendre les causes comme les enjeux de cette crise, il est indispensable de procéder à un retour en arrière.

1 G. Gorce, *La Croix*, 20.VII.2007.

2 Engels, préface à *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1892.

On sait que la reconstruction du P.S. a débuté en 1971 - il avait quasiment implosé auparavant. Mitterrand en prit la direction sur la base d'une orientation de type « front populaire » habillé d'une phraséologie très « gauche ». Ainsi la déclaration de principes du Parti adoptée stipulait :

« Le Parti socialiste affirme sa conviction que la liberté de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, mais de la réalisation des conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice. Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti socialiste est un Parti révolutionnaire. »

Pas moins ! Dans la foulée, la motion victorieuse à Epinay se prononce pour un « dialogue » avec le P.C.

« sur les problèmes concrets d'un gouvernement ayant mission d'amorcer la transformation socialiste de la société. »

Bref, le nouveau Parti Socialiste se prononçait pour un nouveau Front Populaire, l'Union de la Gauche, susceptible de stabiliser la situation à un moment où les heures de la V<sup>e</sup> République paraissent comptées (on était au lendemain de la Grève Générale de 1968, du départ de De Gaulle). Rapidement, le P.S. et le P.C.F. s'associent au M.R.G., un débris du vieux parti radical (bourgeois) des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> républiques pour élaborer un « programme commun » censé servir de base à leur éventuel gouvernement.

C'est sur la base de cette orientation que le P.S. se reconstruit durant toute la décennie jusqu'à sa victoire électorale de 1981.

### Rocard entre en scène

En 1974, le P.S. absorbe la majorité du P.S.U. de M. Rocard ainsi qu'un fort contingent cédétiste, parmi lesquels J. Delors. Ce sera la base sur laquelle se constituera l'opposition de droite au sein du parti.

Dès cette époque, ce courant manifeste son « scepticisme » vis-à-vis du programme commun, son peu d'enthousiasme pour l'alliance avec le P.C.F. En fait, Rocard passa la fin de la décennie à militer pour le « réalisme ».

En pratique, il s'agissait de renoncer *de jure* aux revendications ouvrières, de se convertir au « marché » en matière économique. Sur le fond, Rocard voyait juste : en pleine crise économique, même les timides mesures du programme commun n'étaient pas applicables. Sans

expropriation du Capital, aucun des problèmes posés à la classe ouvrière ne pouvaient trouver le moindre début de solution. En tout cas, partant de là, les rocardiens tentaient de dévier l'action du mouvement ouvrier sur le terrain « qualitatif », de la gestion du capitalisme, c'est-à-dire en dernière analyse d'enchaîner le mouvement ouvrier à la logique capitaliste - licenciements, déqualification et autres....

Bien sur, cette orientation menait à une politique différente de celle de la majorité du P.S. en matière d'alliances. Sans que ce soit explicitement affirmé, Rocard privilégiait la recherche de convergences avec la fraction « civilisée » de la bourgeoisie. Cela ne pouvait mener à terme qu'à un accord avec l'U.D.F. de Giscard d'Estaing - ou au moins des secteurs de celle-ci. En définitive, l'orientation de Rocard - plus ou moins avouée - visait à transformer le P.S. en parti de type « libéral » - on utilisait alors l'expression de « *parti démocrate à l'américaine* ». On voit que la question ne date pas d'aujourd'hui.

La ligne Rocard ne put jamais être majoritaire au sein du P.S. : elle ne pouvait garantir la victoire électorale du parti avec toutes les prébendes que cela implique pour son appareil. Mais sur le fond, c'est en définitive cette méthode politique qu'applique depuis 1983 la direction du Parti Socialiste. C'est cela « *l'aggiornamento rampant* » en cours depuis 20 ans dont se félicitait encore récemment Strauss-Kahn.

### Le nouveau P.S.

Le P.S. qui émerge à partir de 1971 sur les ruines de la vieille S.F.I.O. occupe donc le terrain traditionnel de la social-démocratie française, de la S.F.I.O. Il ne lui est pourtant pas équivalent. Ses liens avec la classe ouvrière sont autrement plus ténus.

D'abord, les relations du P.S. et du mouvement ouvrier « organique » sont restées limitées. Cela se conçoit aisément, en ce qui concerne la C.G.T., alors cadencée par l'appareil du P.C. Mais historiquement, F.O. entretenait de nombreux liens avec la S.F.I.O. depuis 1947. Or la centrale réformiste refusa de soutenir le tournant vers l'Union de la Gauche pris par le Parti pour des raisons diverses (l'anticommunisme virulent de sa direction, ses liens avec le patronat, l'état gaulliste...). La seule organisation issue du moule cégétiste avec laquelle le P.S. eut des liens fut donc la F.E.N., organisation dont de nombreux cadres adhèrent au Parti.

Reste le cas particulier de la C.F.D.T., qui fournit de nombreux cadres à la droite rocardienne du Parti.

La composition de la direction du parti est aussi à rappeler. Que ce soit un Mitterrand, vieux politicien mouillé dans toutes les combines de la IV<sup>e</sup> République, qui soit le véritable « patron » du parti a valeur de symbole. De même, le fait que son aile « gauche », le CERES, soit dirigé par un quarteron d'énarques en mal d'émotions fortes doit être rappelé. Certes, la nature sociale d'un parti ne peut

se déduire de celle de sa direction. Il n'empêche qu'on ne peut ignorer le poids de la petite et grande bourgeoisie à la direction du parti, et la quasi-absence de la classe ouvrière en son sein.

Le grossissement du Parti durant ces années demeura donc limité : 81 000 membres en 1968, 150 000 en 1975 et 195 000 en 1981. Rien d'un raz de marée... A l'évidence, les rapports entretenus par le P.S. et les masses intégraient l'histoire peu glorieuse de la social-démocratie au long du siècle.

Mais la faiblesse des liens entretenus par le P.S. avec la classe ouvrière signifie aussi que la capacité de celle-ci à influencer sur la politique du P.S. a toujours été limitée. Très certainement, ceci explique largement que ne se soit pas constitué dans ce parti une aile gauche à l'image des pivertistes d'avant-guerre ou du courant *Militant* britannique.

Alors certes, le P.S. n'existe que parce qu'il occupe la place de la social-démocratie sur la scène politique, et cela demeure vrai, comme on le verra. En ce sens il était et demeure un parti ouvrier-bourgeois, au sens que Lénine et Trotsky donnaient à ce terme<sup>3</sup>. Son appareil ne peut espérer trouver place au soleil sans cette référence, certes de plus en plus formelle. Mais ce parti ne saurait être mis sur le même plan que la *Labour* britannique ou le S.P.D. allemand. Déjà à cette époque, c'est un parti dont la relation avec les masses est de nature avant tout électorale<sup>4</sup>, et en pratique, on doit en tenir le plus grand compte.

### 1981-2002

#### Le 10 mai 1981, victoire politique ouvrière vite liquidée

En mai 1981, F. Mitterrand était donc élu à la Présidence de la République sur la base de « 101 propositions », un programme de type keynésien (donc *bourgeois*) comme les réformistes en ont le secret. La dissolution consécutive de l'Assemblée aboutissait à l'élection d'une majorité de députés socialistes et communistes. Incontestablement, en portant ses partis traditionnels au pouvoir, la classe ouvrière avait remporté une importante victoire.

Mais pour que cette victoire *politique* se matérialise, encore aurait-il fallu qu'elle aboutisse à la constitution d'un authentique gouvernement anticapitaliste. A l'inverse un gouvernement front-populiste fut mis en place : le gouvernement Mauroy, avec le P.C. et quelques politiciens bourgeois. La présence de ces derniers indiquait à tous que l'objet d'un tel gouvernement ne pourrait jamais être la remise en cause de la propriété privée des moyens de production. Le problème, c'est que même la voie des

3 Lénine : *l'Impérialisme et la scission du Socialisme*, 1916.

4 D'où le fait que cet aspect soit surreprésenté dans cet article, pourtant écrit par un marxiste, pour qui cette question est seconde.

réformes était bouchée, à l'inverse de ce qui avait pu se dérouler en 1945. Même les concessions à la classe ouvrière évoquées dans le programme de Mitterrand s'avérèrent inapplicables.

Concrètement, il fut clair au bout de quelques mois que la politique menée par Mitterrand menait à l'effondrement monétaire sans coordination avec les partenaires traditionnels de la France, en premier lieu les allemands. En 1983, Mitterrand et son gouvernement furent donc devant le choix suivant : sortir du Système Monétaire Européen ou décréter la « pause » des réformes.

On sait que ce fut la seconde option qui fut choisie - en d'autres termes la direction du P.S. acceptait de faire le sale boulot qu'exigeait d'elle le Capital. Elle renvoyait aux calendes grecques le temps des réformes. Le gouvernement Mauroy ayant rempli sa fonction, Fabius fut chargé de mettre en place un nouveau gouvernement (1984). Au menu : licenciements, restructurations, dérégulation, etc.

### Social-libéralisme

En procédant à un tel choix, Mitterrand ouvrait la digue. Renonçant désormais ouvertement à « changer la vie », la direction du P.S. acceptait de devenir un parti gestionnaire, acceptant de faire ce qu'exige la survie d'une économie de profit à bout de souffle. En ce sens, une nouvelle phase de l'existence du Parti débutait, celle du social-libéralisme.

On peut imaginer qu'une telle décision était lourde de conséquences. Deux nous semblent essentielles.

Historiquement, on l'a vu pour les années 70, le Parti Socialiste n'a jamais été vraiment un parti de militants. Néanmoins après 1983, ses militants ouvriers le quittent en masse. Les *militants* (au sens que les marxistes donnent à ce terme) deviennent rarissimes au sein du P.S. Plus tard, la désintégration de la FEN (1992) aboutit encore plus à assécher le vivier militant qu'elle représentait pour le P.S. Reste donc un parti structuré autour d'élus et de leur clientèle, *entretenant des liens de type essentiellement électoraux avec le gros de la classe ouvrière*, focalisé sur la gestion municipale et locale.

Par ailleurs, évidemment, les liens des sommets du Parti avec la bourgeoisie se resserrent au point de pouvoir parler de véritable osmose - il suffit de voir les conditions de la désignation de DSK au FMI pour le mesurer.

Deuxièmement, ce tournant laisse le parti sans programme et sans réelle stratégie. En 1984-85, Mitterrand s'était refusé à procéder à l'*aggiornamento* programmatique qu'aurait nécessité sa politique. A partir du moment où le Parti acceptait non seulement dans les faits mais *de jure* le cadre imposé par la crise rampante du capitalisme, les licenciements et le reste, à quoi servait-il ? Quelle était son identité politique ? A ces questions, Mitterrand et Jospin évitaient soigneusement toute réponse cohérente (contrairement à ce qui se déroula par exemple en Grande-Bretagne, quoiqu'on pense de cette réponse). Le P.S. allait

donc fonctionner sur la base d'une schizophrénie permanente, tiraillé entre ses racines ouvrières et sa politique concrète.

Les raisons qu'avait Mitterrand d'éviter ce réaligement n'ont rien de mystérieux. Attaquer la question frontalement, dans un parti reconstruit depuis 1971 sur la base d'une orientation de réformes significatives combinées à une politique d'Union de la Gauche aurait été le plonger dans une crise majeure. Immanquablement, des profondeurs de l'appareil, des résistances seraient apparues, reflet déformé du rejet que générait cette politique au sein même du monde du Travail.

### Le contexte : recul généralisé à l'échelle internationale

L'histoire de cette véritable décomposition politique et morale que vit le P.S. s'inscrit évidemment dans les processus politiques que nous constatons depuis près de 30 ans, un contexte de recul ouvrier généralisé.

En effet, à partir de 1979, l'impérialisme a repris la main à l'échelle internationale. En Grande-Bretagne, Thatcher inflige les défaites que l'on sait au prolétariat britannique. Une vague de réaction à l'échelle planétaire s'amorce alors. Puis ce sera Reagan aux états-Unis.

Pour les pays dominés, la situation devient dramatique. L'offensive impérialiste va aussi considérablement accentuer la pression sur l'U.R.S.S. qui implose en 1991, ouvrant la voie à la réintroduction du capitalisme dans la majorité des pays où il avait été exproprié.

Dans ces conditions, l'offensive contre les positions acquises précédemment par le mouvement ouvrier (assurances chômage, conditions d'emploi, etc.) passe partout à un niveau qualitativement supérieur : la « mondialisation » et ce qu'elle implique ordonne le démantèlement progressif des acquis.

Au sein du mouvement ouvrier aussi, le curseur se déplace vers la droite. Partout, les syndicats sont en recul. En relation avec la crise de la bureaucratie du Kremlin, les P.C. se décomposent sans que quoi que ce soit de conséquent ne les remplace<sup>5</sup>.

Pour les bureaucrates socialistes, c'est du pain béni : il leur devient possible de dire tout haut ce qu'ils pensaient tous, à savoir que l'économie de profit est un horizon indépassable. Finies, les envolées lyriques sur la « rupture avec le capitalisme » ! Eux-mêmes se font les champions des politiques anti-ouvrières (Blair en Angleterre, Schröder en Allemagne...). Evidemment, en toile de fond, il y a l'objectif de liquider définitivement la social-démocratie.

Ce sont ces rapports qui se réfractent dans le débat qui eut lieu à propos de *la 3<sup>e</sup> voie* de Schröder et Blair (1997-99).

5 Un prochain travail reviendra en détail sur cette question. Nous ne l'évoquons ici que pour permettre au lecteur d'appréhender la question du P.S. dans sa globalité.

On sait que ce document visait à la remplacer l'Internationale Socialiste par un regroupement libéral intégrant les démocrates américains. Comme l'explique une histoire semi-officielle du PS :

« La 3<sup>e</sup> voie devait trouver sa place, non entre le capitalisme et le communisme (...) mais entre le libéralisme et la social-démocratie »<sup>6</sup>

Certes, l'I.S. - français en tête - rejeta ce texte. Ce n'en est pas moins un signe des temps qu'il ait pu être publié au nom de deux des partis social-démocrates les plus puissants d'Europe.

### Adaptation à la V<sup>e</sup> République

Dans ce contexte, l'orientation du Parti suivie à partir de 1983 va aller de plus en plus à droite, dans le sens d'une adaptation de plus en plus étroite aux exigences de la bourgeoisie. La question des institutions permet de le mesurer.

On sait que Mitterrand avait publié un ouvrage à propos des institutions gaullistes fièrement titré « *le coup d'Etat permanent* » (1964). C'est un fait qu'elles-ci ont été taillées sur mesure pour permettre à un Bonaparte de gouverner, contre « le régime des partis » (entendre : le parlementarisme), donc en premier lieu contre le parti socialiste. Notamment, il faut rappeler que l'élection présidentielle fut conçue pour permettre la rencontre d'un homme et « du peuple » par delà ces partis, c'est-à-dire (en ce qui nous concerne) en court-circuitant la discussion programmatique normale au sein des organisations ouvrières.

Jusqu'à 1981, un large consensus existait donc à gauche quant à la nécessité de rompre avec les institutions gaullistes.

Dans les faits, les belles intentions furent abandonnées dès mai 1981 : on en passa à l'acceptation pure et simple de ces institutions. Tout ceci n'était que le début d'une adaptation profonde. En 1987 (congrès de Lille), Jospin et Mitterrand introduisirent le concept de « majorité présidentielle », déposant encore plus le parti de ses prérogatives. Ne lui restait qu'à s'arrimer derrière le candidat Mitterrand, consacré « homme providentiel ». « Tonton » est alors prié par le chanteur Renaud de ne « pas laisser béton ». En conséquence, il se fend d'une pitoyable « lettre aux français ». Le P.S., passé au second plan est sommé de soutenir. Son programme - si tant est qu'il en ait encore - passe aux oubliettes.

Jospin poursuivit le travail ultérieurement. Ainsi en 1995, il fut décidé de procéder à l'élection directe du premier secrétaire du parti, ce qui revenait à rapprocher son fonctionnement de celui d'une classique machine électorale bourgeoise. Puis, durant la « gauche plurielle », il réduisit le mandat présidentiel à 5 ans et synchronisa élections présidentielles et législatives. Il assurait ainsi dans les faits

---

6 A. Bergougnoux, G. Grumberg : *l'ambition et le remords*.

la prééminence de la première élection comme on l'a vu en mai-juin 2007.

Là encore il s'agissait d'un renforcement du rôle de la présidence par opposition à celui des partis, en premier lieu, donc, des organisations ouvrières. En soi c'était réduire encore les possibilités d'intervention du mouvement ouvrier. Le pire est que Jospin légiférait contre son propre parti : faut-il rappeler que le seul socialiste ayant jamais gagné une élection présidentielle fut Mitterrand ?

Enfin Hollande poursuivit le travail en procédant en 2006 à la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle par la voie référendaire, mode de fonctionnement typique des machines électorales bourgeoises.

En bref, au fil du temps, le fonctionnement du parti a été de plus en plus étroitement aligné sur celui des institutions de la V<sup>e</sup> République.

### Soumission à l'Union Européenne

Cette question est importante sous plusieurs angles. Insistons ici sur le fait que pour la première fois, le parti socialiste se heurte directement, frontalement à son électorat. On sait en effet que durant les deux dernières décennies, en relation avec le recul du mouvement ouvrier évoqué ci-dessus, un réel renforcement de l'UE a eu lieu - ne serait-ce que la mise en place de l'Euro et de la BCE.

Pour y parvenir la bourgeoisie dut mettre en place le traité de Maastricht, élaboré sous la houlette de Delors, et dont le cœur est de renoncer à des niveaux de déficit budgétaire supérieurs à 3 %, ce qui est une attaque directe contre les acquis des salariés. En tout état de cause, l'ensemble du Traité est pénétré de la nécessité de satisfaire les exigences des possédants.

Cela n'empêcha pas la direction socialiste de faire la promotion dudit traité lors du référendum de 1992. Clairement, elle s'inscrivit à cette occasion contre l'ensemble des forces de gauche et s'opposa frontalement aux aspirations de son propre électorat. Et le résultat sonna comme un avertissement. Si le « oui » l'emportait de justesse, on ne pouvait que remarquer que les voix des vieilles terres ouvrières avaient manqué...

On sait que ce sont des processus similaires, mais encore plus forts, qui se déroulèrent en 2005, lors du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen. La défaite de la bourgeoisie sur ce terrain fut aussi celle de la direction du P.S.

### Un parti délinquant

On se doute que ces évolutions ont abouti à une modification en profondeur des équilibres internes au P.S. Peu d'études systématiques sont disponibles, mais tout indique que « *la composition sociale du P.S. s'éloigne de*

plus en plus de son électorat»<sup>7</sup>. Ainsi une étude comparative entre 1985 et 1998 fait apparaître que les instituteurs - le socle traditionnel de la social-démocratie française - n'étaient déjà plus alors que 9% des adhérents (sans doute bien moins aujourd'hui). Quant au recrutement en milieu ouvrier, il était déjà marginal, passant de 10 à 5%. Complétons le tableau en indiquant qu'il n'y avait que 4% de « précaires » et 3% de chômeurs. Bref, le P.S. est plus que jamais un parti dont la classe ouvrière est absente.

Ajoutons à cela que cette base « militante » a des liens pour le moins distendus avec le mouvement ouvrier : l'immense majorité des adhérents ne sont pas syndiqués, et la centrale où se concentrent ceux qui le sont est la C.F.D.T...

En fait, ce parti est désormais colonisé par des petits bourgeois bavards et pour qui la lutte de classes est - au mieux - une abstraction. Le secrétaire d'une section lilloise explique lui-même qu'un tiers de « ses » adhérents « *n'ont qu'un rapport intellectuel à la politique. Ils ne tractent jamais (...) Ils parlent au nom des ouvriers mais n'en rencontrent jamais.* »<sup>8</sup>

Autre aspect essentiel : le P.S. est désormais avant tout un parti d'élus, ils seraient à peu près 40 000 (approximativement 20 % des adhérents). A ces élus, il faut ajouter tous ceux dont l'activité professionnelle est liée à ces positions : directeurs de cabinets, attachés parlementaires, etc. Cette couche a d'ailleurs eu tendance à se développer avec les ressources nouvelles dont disposent les « collectivités locales » depuis la promulgation des lois de décentralisation. Conséquence :

« Les intérêts électoraux sont devenus prépondérants à tous les niveaux du parti, ce qui cantonne les tâches d'élaboration programmatique et le travail militant le plus quotidien (...) au plus bas de l'échelle des pratiques »<sup>9</sup>.

Evidemment, rituellement, l'appareil se fend d'une campagne visant à transformer le P.S. en véritable parti populaire. Mais l'orientation social-libérale interdit évidemment une telle transformation.

### Distanciation avec l'électorat populaire

Il y a déjà plusieurs décennies, Trotsky notait :

« Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. »<sup>10</sup>

---

7 R. Lefebvre, F. Sawicki : *la société des socialistes*.

8 *Ibid.*

9 *Ibid.*

10 Trotsky : *L'étape décisive*, 5 juin 1936. Précisons que pour Trotsky, la SFIO était évidemment un parti du mouvement

Ce phénomène est évidemment encore plus fort de nos jours.

Durant la fin des années 70, le vote socialiste avait progressé au sein de la classe ouvrière : pour nombre de travailleurs, seul ce parti voulait réellement chasser Giscard d'Estaing, à l'heure où le P.C. de Marchais menait une politique de division effrénée.

Mais depuis cette période l'eau a coulé sous les ponts. Désormais, les études indiquent que le noyau dur de l'électorat socialiste se compose des catégories « cadres » et « professions intermédiaires ». Les électeurs « ouvriers » et « employés » sont beaucoup plus flottants, signe du peu d'attentes qu'ils placent en la direction du P.S. (il est aussi vrai que les manœuvres de Mitterrand visant à favoriser le FN contre Chirac ont coûté cher). Ainsi, entre 2002 et 1988, le parti a perdu 28 % de ses voix chez les ouvriers, 26 % chez les employés, mais seulement 15% chez les cadres...

Ajoutons quand même que cet électoral petit-bourgeois n'est capté par le P.S. que parce qu'il occupe la place traditionnelle des partis socialistes.

En tout cas, cette évolution pose des problèmes considérables à la direction socialiste. Impossible de penser gagner une élection - on la vu en 2002 - sans mobiliser aussi cet électoral populaire. Mais comment le motiver à aller aux urnes, en refusant d'avance de satisfaire ses aspirations ? D'autre part, comment prendre des engagements tolérables par le patronat et ses relais au sein du P.S. ? Bref, on est face à un écheveau de contradictions qui ont pris toute leur ampleur durant la campagne Royal.

### Un « aggiornamento » introuvable

On l'a vu, durant toute la période 1984-2002, peu fut fait sur le terrain programmatique, et pas par hasard. Tirer jusqu'au bout les leçons du tournant de 1983, c'était prendre le risque d'un conflit majeur au sein du parti. Il suffit de se souvenir du congrès de Rennes et plus généralement des tiraillements qu'avait provoqué la politique « d'ouverture » de Mitterrand pour le mesurer.

Or, en 1990 encore, Mauroy expliquait :

« Le PS doit être un parti de transformation par la réforme. L'autre option est celle d'un parti socialiste d'accompagnement, c'est-à-dire la petite musique qui accompagne le marché... ».

Jospin fut encore plus précis lorsqu'il dut répliquer à Blair et Schröder :

« Nous ne sommes pas des libéraux parce que le libéralisme, c'est l'illusion que la réalité économique peut être gérée par des lois

ouvrier. Simplement pour arriver à cette conclusion, Trotsky ne parlait ni de la composition, ni de la politique de ce parti...

universelles provoquant spontanément l'harmonie [...]. Nous ne sommes pas des sociaux libéraux, par ce que les sociaux libéraux sont ceux qui disent qu'il faut accepter les lois de l'économie dans leur dureté, mais faire de la compensation sociale. Nous sommes des socialistes et des démocrates, des sociaux-démocrates. Nous devons intervenir, organiser et réguler dans la sphère de l'économie, mais en nous tenant à notre place. »<sup>11</sup>

Certes, ces déclarations martiales doivent être prises avec le recul nécessaire, surtout dans un parti où la duplicité est de règle. Il n'empêche qu'elles sont significatives des rapports au sein du parti : elles nourrissent les contradictions face à la « modernisation », à l'*aggiornamento* exigé par la bourgeoisie.

A titre d'exemple, on peut rappeler les conditions de la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995. Lors du congrès de Liévin (1994), tout fut organisé pour mettre la candidature de Delors, l'homme de Maastricht, en orbite. Emmanuelli, alors secrétaire national du Parti, se fendit même d'un appel ridicule à ce que celui-ci « *fasse son devoir* ». Il va de soi qu'une telle candidature, celle d'un des ténors du réalisme, aurait accéléré encore la droitisation du parti. Las, quelques semaines plus tard, celui-ci renonçait, accusant la direction socialiste de ne pas lui avoir donné « *les moyens politiques de mener à bien les réformes indispensables* »<sup>12</sup>. Elle ne pouvait accepter jusqu'au bout les projets de Delors, les risques étant énormes.

La refondation programmatique se limita donc dans les faits à une réécriture de la déclaration de principes du Parti (1992). Désormais l'objectif du P.S. est une « *économie sociale de marché* ». Ce n'est pas rien. Voici ce qu'en écrivait *Prométhée* il y a quelques mois :

« Les racines de « l'économie sociale de marché » sont à rechercher dans ce qu'il fut appelé l'ordolibéralisme « conçu dans les années trente par les économistes de l'école de Fribourg, sous la direction de Walter Eucken (...) Il est organisé autour de la notion d'ordre, point de départ et d'arrivée de la doctrine. Celle-ci suppose que l'homme est en mesure d'organiser les phénomènes et les processus économiques en fonction d'un modèle librement conçu et scientifiquement défini. Mais cet ordre capable de fonctionner doit être digne de l'homme. » La première tentative de mise en pratique de cette théorie fut réalisée par le *démocrate chrétien* allemand Ludwig Erhard.

« L'économie sociale de marché » est un système purement libéral établissant une

technologie de gouvernement (on parle aujourd'hui de gouvernance) qui ne se contente pas de faire l'apologie de la propriété privée, elle institutionnalise cette dernière. Afin de contourner la lutte des classes, elle pense par contrat entre individus et entre individus et l'état. De quoi faire saliver le MEDEF. »<sup>13</sup>

Mais au-delà de ce symbole, force est de constater que peu, très peu fut fait, à la grande fureur des modernisateurs.

## La campagne Royal

### Prologue : le 29 mai 2005

Impossible de retracer ici l'ensemble des épisodes qui ont marqué le second mandat de Chirac. Rappelons simplement qu'après avoir subi une série de défaites (le plan Fillon, la réforme Douste-Blazy sur la S.S.), la classe ouvrière s'est lentement remobilisée, et que cela a pu se mesurer d'abord sur le terrain électoral : en 2004, les élections régionales et européennes, furent autant de défaites pour Chirac.

Mais l'évènement clé, ce sera le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen.

On se souvient que la position du P.S. fut déterminée par un référendum interne (décembre 2004). Le recours de plus en plus fréquent à ce type de méthodes est d'ailleurs significatif. La tradition du mouvement ouvrier est celle du débat interne suivi du vote des militants dans les instances. Les méthodes référendaires, pratiques typiquement clientélistes, sont au contraire propres aux partis bourgeois.

En tout cas, malgré les réticences fabiusiennes, 58% des adhérents prenant part au scrutin se prononcèrent pour le « oui » à cette occasion, confortant ainsi l'orientation de soutien au gouvernement UMP prônée par Hollande, DSK et autres. A partir de là, tout était en place pour que l'Union Nationale derrière Chirac se réalise un seconde fois après 2002.

Mais le 3.II.2005, coup de théâtre : le Comité Confédéral National de la C.G.T. se prononçait contre le traité, désavouant la direction Thibault-Le Duigou qui se prononçait en fait pour le « oui ». Cet encouragement à l'action aboutissait à ce qu'une multitude de comités unitaires pour le « Non de gauche » se constituent dans le pays. Nombre d'adhérents, voire d'élus du P.S. s'engageaient alors dans la campagne, Visiblement, ceci avait un echo dans les profondeurs de la classe ouvrière et la jeunesse. Finalement, Fabius allait aussi prendre publiquement position : l'appareil se fissurait.

Bien évidemment, Fabius n'avait pas eu de « révélation » concernant la nature de l'UE ou du TCE. Par contre, contrairement à ce que nombre de commentateurs

11 A. Bergougnoux, G. Grumberg : *op. cit.*

12 *Le Nouvel Observateur*, 16.XI.2006.

13 *Prométhée* n° 61

expliquèrent à l'extrême-gauche, il ne s'agissait pas seulement d'arrivisme. Simplement, Fabius considérait qu'une orientation de soutien aussi ouvert à Chirac ne pouvait que mener le P.S. dans le mur. Il cherchait donc à prendre la tête d'un mouvement de résistance qui fut d'ailleurs très limité. D'une certaine façon, le revirement de Fabius nous indique l'extrême faiblesse de la direction du P.S. pour peu que la classe ouvrière n'intervienne.

En tout cas, inséparablement des processus internes au mouvement ouvrier décrits ci-dessus, la défaite de Chirac fut acquise en avril. La classe ouvrière reprenait l'initiative, ainsi qu'on put ensuite le mesurer avec le retrait du CPE.

### S. Royal candidate

Dans ce contexte, au P.S., le congrès du Mans eut lieu en novembre 2005. Son objet était avant tout de restabiliser la situation après la gifle d'avril 2005 et avant les présidentielles. La synthèse rendue possible par la capitulation de Fabius permit à l'opération de se réaliser sans obstacle.

Il n'empêche que la situation de F. Hollande était fragilisée, d'où son choix de pousser la candidature de S. Royal. L'objectif de Hollande semble avoir été de se substituer à elle en fin de campagne interne au parti, au nom de l'« unité ». En tout cas, Strauss-Kahn et Fabius se déclarèrent aussi candidats.

Afin d'assurer une majorité à Royal, décision fut prise « d'ouvrir » le P.S. Sur Internet, une campagne d'adhésions à prix cassés fut lancée. 70 000 adhérents nouveaux rejoignirent le P.S. (+30%) portant ses effectifs à 219 000 adhérents - chiffre au demeurant modeste. En fait, cette initiative affaiblissait encore un peu plus le P.S. en le rapprochant encore plus du fonctionnement des machines électorales telles que le parti démocrate américain. Ces adhérents (qui ont pour l'essentiel depuis disparu) n'étant au fait d'aucune des traditions socialistes, allaient bien sur renforcer la pression qui s'exerce pour « moderniser » le parti.

Mais le dispositif ne s'arrêtait pas là. Parallèlement, une association « *Désir d'avenirs* » fut créée afin de « doubler » le parti et éventuellement faire pression sur lui. L'objectif était clairement de déposséder le P.S. de la campagne afin de laisser les mains aussi libre que possible à la candidate. Les leçons de l'échec de Delors en 1995 avait été tirées...

On peut comprendre ces précautions quand on sait les thèmes que choisit la « candidate à la candidature ». Ce fut d'abord « l'ordre juste », concept fumeux fleurant bon la démagogie sécuritaire. Parallèlement, on découvrit que la candidate prévoyait d'obliger les enseignants à effectuer 35 heures de présence dans leurs établissements. On pourrait multiplier les exemples, mais chacun le sait : la pré-campagne de Royal fit frémir tout travailleur attaché à la défense de ses intérêts.

Face à elle, Strauss-Kahn tenta de maintenir sa position.

Mais ce qui les séparait déjà est plus affaire de style que de fond. L'appareil le submergea donc sans difficultés. Restait Fabius, tentant de tenir le rôle naguère occupé par Mitterrand. Le problème est que ce type de réformisme est encore moins crédible aujourd'hui qu'en 1981. Fabius, de toutes façons piégé par son acceptation de la synthèse au Mans, fut aussi facilement marginalisé.

Au final, Royal fut désignée candidate socialiste en novembre 2006 par 60% des adhérents.

**« Avec Ségolène, la gauche avoue son immense désir de droite » (Le Monde)**

Le député socialiste (et fabiusien) Bartolone parle à juste titre de l'élection présidentielle comme d'une élection « imperdable ». Jusqu'ici, depuis 1981, jamais une majorité sortante n'avait été reconduite. L'élection de Sarkozy, c'est d'abord le résultat de la politique méthodiquement mise en œuvre par Royal et son équipe, contre le P.S. et la classe ouvrière.

On sait que le brain-trust de la candidate était plus que critique vis-à-vis du programme du P.S. Celui-ci adopté en 2004, incluait pour la forme quelques vagues promesses destinées à donner le change à l'électorat populaire (relèvement du SMIC, etc.). J. Julliard (membre de ce brain-trust) casse le morceau en doutant à haute voix que :

« le programme du PS, mélange de remise à zéro de tout ce qui l'a précédé et de clientélisme dépensier, pourra séduire l'électorat de gauche. Ce n'est pas d'un grand livre de la compassion nationale que nous avons besoin, mais d'un bouleversement des pratiques politiques. »<sup>14</sup>

Pour ces types, les revendications ouvrières, c'est « *un grand livre de la compassion nationale* » et promettre de les satisfaire, c'est faire du « *clientélisme dépensier* »....

Le programme de la candidate fut donc élaboré à travers un processus « participatif » impliquant un nombre important de comités « désir d'avenir » et le P.S. fut soigneusement tenu à distance. Une telle méthode garantissait de disposer d'un catalogue de mesures « réalistes » très similaire à celui d'un candidat libéral-bourgeois, du type de Bayrou.

De toutes façons, inutile de revenir sur l'ensemble des thèmes de campagne de la candidate. Rappelons qu'elle ira jusqu'à disputer le drapeau tricolore, ce symbole réactionnaire, à la droite, ou qu'elle se prononça pour la remise en place d'un CPE « relooké », le Contrat Première Chance.

Il faut par contre rappeler que la percée de Bayrou ne s'explique que par le positionnement politique de Royal. Face à une posture aussi à droite, ce fut un jeu d'enfant pour Bayrou de semer le trouble, se positionnant une fois à droite, une fois à gauche de la candidate dite socialiste.

<sup>14</sup> J. Julliard : *op. cit.*

Ainsi concernant la carte scolaire, où Bayrou se positionna bien plus « à gauche » que Royal : celle-ci se prononçait pour la « rénovation », bref, sur le terrain de l'UMP.

Évidemment, malgré toutes les précautions prises, le P.S. ne put éviter les porte-à-faux tant la candidate s'engageait loin à droite. Ainsi concernant les impôts, le secrétaire général rappela que le P.S. se prononçait pour revenir sur les baisses d'impôts décidées par les gouvernement de Chirac. Immédiatement, la candidate lui opposa une fin de non-recevoir, se prononçant contre toute augmentation des « *prélèvements obligatoires* ». Hollande mangea son chapeau en silence<sup>15</sup>.

Mais ce que déclara Royal à propos du SMIC à 1500 euros après l'élection mérite d'être cité :

« Selon elle, il faut « remettre en cause un certain nombre de choses, par exemple le Smic à 1500 euros qui est une idée phare de Laurent Fabius (...) ou la généralisation des 35 heures. *Ce sont deux idées qui étaient dans le projet des socialistes* et que j'ai dû reprendre dans le Pacte présidentiel et qui n'ont pas été du tout crédibles », lâche Ségolène Royal, qui ajoute : « moi-même j'avais un doute là-dessus. » Cette petite bombe larguée en direction du député de Seine-Maritime s'est donc accompagnée d'une mise en cause de tout le parti, à qui Ségolène Royal reproche « certaines mesures » « peu crédibles » *qu'elle aurait été contrainte d'inclure dans son programme dans un souci de « cohérence »*.<sup>16</sup>

En bref, le handicap de Royal... c'était le P.S., et le fait que son appareil ne puisse aller aussi loin, en tout cas pas aussi vite que ne le voulait notre Sainte-Nitouche rénovatrice.

### La question des alliances

On a vu que le P.S. s'est reconstruit et a gagné les présidentielles de 1981 sur une ligne d'Union de la Gauche. C'est une orientation similaire (quoique très affadie) qui permit à Jospin de gouverner avec sa « Gauche Plurielle » (1997-2002). La question est d'autant plus sensible que l'appareil socialiste reste marqué par le fait qu'a contrario la stratégie dite de « 3<sup>e</sup> force » appliquée de 1947 à 1958 aboutit à la quasi-disparition de la S.F.I.O.<sup>17</sup>

Le problème est qu'au fur et à mesure de la décomposition du P.C.F., cette tactique apparaît comme de plus en plus intenable. Le P.C.F. disparaît progressivement sans que le P.S. ne soit en mesure de le remplacer sur le terrain électoral (sur les autres terrains, inutile d'en parler).

<sup>15</sup> *Le Figaro*, 13.I.2007.

<sup>16</sup> *LCP*, 20.VI.2007.

<sup>17</sup> Cette politique, menée par G. Mollet, combinait la collaboration la plus étroite avec les partis bourgeois (cf. l'Algérie) avec une politique anticommuniste hystérique.

De plus la fiabilité du P.C.F. au gouvernement est douteuse. Comment imaginer que la direction du P.C. puisse endosser durablement la politique que Royal se proposait de mener ?

C'est pourquoi, au fur et à mesure du temps, l'aspiration à se tourner vers des partenaires « centristes » a pu s'affirmer.

Sans doute est-ce en 1988, que la question est venue pour la première fois sur le devant de la scène. Durant sa campagne, Mitterrand défendit une politique d'« ouverture » au nom de ce qu'« *il n'est pas bon qu'un parti gouverne seul* ». Puis il envoya Rocard, son premier ministre, pactiser avec de vieux politiciens réputés « centristes » (Rausch, Soisson...), éventuellement contre les structures locales du P.S. L'opération tourna même à la farce lorsqu'on eut recours à un affairiste comme B. Tapie.<sup>18</sup>

De toutes façons, bien peu nombreux furent les « centristes » qui cédèrent aux avances miterrandiennes. Il est vrai qu'en France plus qu'ailleurs, le système politique et institutionnel encourage la bipolarisation.

On en resta là jusqu'à ce que la question rebondisse en 2007. On sait en effet que depuis 2002, une fraction de l'UDF, sous la houlette de Bayrou, avait manifesté sa volonté d'indépendance vis-à-vis de Chirac en refusant l'entrée à l'UMP. Et le fait est que la campagne Bayrou eut un succès non prévu, reflet des forces centrifuges que la campagne Royal générait.

Pour les rénovateurs-liquidateurs du P.S., l'occasion venait à point. Enfin un dirigeant de parti bourgeois prêt à « dialoguer » ! D'où la multiplication des tentatives de dialogue entre Royal et Bayrou, les coups de téléphone, etc. Publiquement, lors d'un débat télévisé, la première proposera au second « *de faire un bout de chemin ensemble* ». Cela semblait d'autant plus imparable : rien d'essentiel ne les sépare sur le fond. Selon Royal, le dialogue devait avoir lieu sur la base de :

« la «rénovation de la vie politique», «l'Etat impartial et les libertés publiques», le «refus des tensions entre villes et quartiers», la relance de l'Europe et les «priorités éducatives et écologiques». »<sup>19</sup>

Bref, sur tout, sauf les revendications du monde du travail...

Mais il y eut un hic. Entre temps, Sarkozy et Hortefeux sifflèrent la fin de partie à l'UDF. Utilisant le chantage à la réélection, ils disloquèrent en quelques heures le groupe parlementaire UDF de Bayrou. Dès lors le MoDem, pèse peu, très peu. Dès lors, au-delà de son caractère

<sup>18</sup> En fait cet épisode avait pour toile de fond les affrontements du congrès de Rennes (1990). Jospin y défendait en effet de façon feutrée, incapable qu'il était de donner un contenu politique à ces contradictions, une certaine « idée » du P.S. contre des innovations miterrandiennes jugées dangereuses.

<sup>19</sup> *Libération*, 24.IV.2007.



réactionnaire, la politique prônée par Dray et Royal s'appuyait sur un partenaire plus virtuel que réel...

En tout cas, chacun put constater le manque d'enthousiasme de la rue de Solférino vis-à-vis de cette opération - Hollande précisant que le P.S. n'était pas dans une « logique de négociations ».

C'eut été en effet un bouleversement profond de la politique du P.S., un retour à la 3<sup>e</sup> force - ce qui ne peut se réaliser sur un coin de table. Mais ces réserves ne valent que pour la précipitation de la démarche. Sur le fond, Hollande est sur la même longueur d'onde et un groupe de travail interne au P.S. devrait bientôt se pencher sur la question. Personne ne doute de ses conclusions...

### Après la défaite : l'offensive redouble

Conclusion logique de sa campagne, le 22 avril, Royal n'obtenait que 25,87% des voix. Le 6 mai, Sarkozy remportait l'élection présidentielle avec 53% des voix. Depuis 1958, le seul candidat soutenu par le P.S. ayant fait moins est Mitterrand en 1965, à l'époque de la splendeur de De Gaulle.

Au-delà du chiffre, la question ce qui taraude l'appareil est que c'est le 3<sup>e</sup> échec consécutif. Or, si le P.S. n'est même plus un parti de deuxième tour, que lui reste-t-il ? Et quel espoir ont ses membres de bénéficier des largesses que l'Etat bourgeois réserve à ses serviteurs ?

La question est d'autant plus pregnante que Sarkozy promet monts et merveilles à ceux qui se soumettent. Sa politique d'ouverture vise à l'évidence à marginaliser le P.S. en le plongeant dans une crise profonde. En dernière analyse, l'objectif est d'en finir définitivement avec tout parti pouvant lui disputer le pouvoir, surtout s'il entretient des liens - même distendus - avec le mouvement ouvrier. A cette occasion, au fil des ralliements à Sarkozy (Lang, Védrine...), on a pu mesurer le niveau de délabrement moral des sommets du Parti Socialiste.

Mais la leçon qu'en tirent les rénovateurs, c'est d'aller plus loin, plus vite. Au passage, la réalité est purement et simplement niée. Voici les enseignements qu'en tire un des plus chauds partisans de Royal :

« Il fallait aux éléphants roses un sacré culot et une rare indécence pour venir, au soir du scrutin, accabler Ségolène Royal, elle qui, avec ses qualités et ses défauts, avait sauvé la gauche de la déroute et lui avait redonné le goût de vivre. »<sup>20</sup>

Partant de là, la direction du P.S. est désignée comme l'axe du Mal, elle qui n'a pu réaliser l'*aggiornamento* rêvé. Sans rire, Montebourg somme Hollande de céder la place aux « jeunes lions » (!). Le message reçu 5 sur 5 à Solférino, et Hollande annonce son départ lorsque sera engagé le « chantier » de la « rénovation ». Quel est le contenu de

cette rénovation ? Elaborer un programme

« moins lié à l'économique et au social qu'aux questions de société, d'immigration, de droits et de devoirs, ou encore aux mécanismes de l'Etat-providence »<sup>21</sup>

En clair, élaborer un programme libéral-bourgeois, expurgé de toute référence aux intérêts et aspirations du monde du travail... Car comme l'écrit Strauss-Kahn sur son blog :

« Le temps n'est plus où la gauche pouvait se contenter d'être le porte-parole du seul prolétariat dans un monde injuste. Aujourd'hui, elle doit redéfinir ce qui fonde une société juste. »

Puis sur cette base, « refonder » un parti portant un tel programme - d'où la campagne actuelle sur le thème de l'épuisement du « cycle d'Epinay », censée préparer une « refondation ».

Et les travaux pratiques sont actuellement en cours. Ainsi, le député « rénovateur » M. Valls, au nom du groupe parlementaire socialiste, a apporté un bruyant soutien moral à R. Dati lors de ses récentes difficultés. Quant à Royal, elle n'a pas hésité à apporter son soutien à la réforme universitaire de Péresse.

### Le P.S. demeure encore un parti ouvrier-bourgeois

#### Les contradictions demeurent

L'objectif final de la « rénovation » annoncée est donc de permettre que se constitue un nouveau parti « de la gauche et du centre », « réformiste ». Etant entendu que son fonctionnement serait différent de celui du P.S. Sous couvert de dénonciation des « éléphants », il s'agirait de liquider tout ce qui rappelle le mouvement ouvrier : motions, tendances, etc. Bref, encore une fois, il s'agit de liquider le P.S. au profit d'un parti libéral, bourgeois.

Il suffit de regarder ce qui se déroule dans d'autres pays pour mesurer qu'il ne s'agit pas d'une vue de l'esprit. On sait qu'en Italie, le Parti des Démocrates de Gauches, la social-démocratie locale, a décidé récemment de mettre la clé sous la porte. Elle a décidé de fusionner avec les restes de la démocratie chrétienne (« l'Olivier ») pour donner naissance à un « Parti Démocrate » servant de couverture politique au gouvernement de Prodi.

En tout cas, si ce processus est mené à son terme en France, il faudra en conclure qu'après une longue agonie, la social-démocratie a disparu du champ politique, qu'elle s'est sabordée au profit d'un parti de type libéral-bourgeois.

Mais on n'en est pas là. Il y a près d'un siècle, à propos du social-chauvin Monitor, Lénine écrivait :

20 J. Julliard, *Réinventer la gauche*.

21 *Le Monde*, 25.VII.2007.

« Monitor estime qu'il serait très dangereux que la social-démocratie aille *encore plus à droite* : « Elle doit conserver son caractère de parti ouvrier ayant des idéaux socialistes. Car, le jour où elle l'aura perdu, surgira un nouveau parti qui reprendra le programme abandonné par l'ancien et le formulera d'une manière encore plus radicale. »<sup>22</sup>

Evidemment, depuis l'écriture de ces lignes, les dirigeants socialistes ont pu aller loin, très loin. Cela fait longtemps que les « idéaux socialistes » font ricaner un Hollande ou un Blair. Mais fondamentalement, le jeu d'équilibre décrit par Monitor continue. Les dirigeants socialistes mesurent en effet le risque qu'il y a en finir définitivement avec le P.S. comme parti ouvrier-bourgeois.

Il suffit de regarder ce qui se déroule en Allemagne pour comprendre que ni Hollande ni Royal ne maîtrisent réellement ces contradictions. On sait en effet que dans ce pays, le parti social-démocrate s'est porté aux avant-postes de l'offensive anti-ouvrière et participe actuellement au gouvernement Merkel. Résultat : sondages en berne et hémorragie militante (il y avait 735 000 adhérents en 2001, 548 000 actuellement).

Dans ce contexte, les progrès de « *Die Linke* » (« La Gauche ») le parti dirigé par O. Lafontaine, sont incontestables :

« Créditée dans l'hypothèse d'élections législatives de 11% d'intentions de vote, La Gauche est une menace pour le SPD qui ne monte plus qu'à 28%. (...) »

« Pas une semaine ne se passe sans qu'un responsable régional du SPD ou de Verts ne rende sa carte pour rejoindre le parti de M. Lafontaine, qui recrute aussi parmi le puissant syndicat des services Ver.Di (...) »<sup>23</sup>

En Italie, même, des reclassements se produisent, l'aile « gauche » (si on peut dire...) du P.D.S. refuse le nouveau parti démocrate. Il n'est pas exclu qu'un nouveau parti réformiste disposant d'une assise significative voie le jour après jonction avec les dirigeants tout aussi modérés de « Refondation Communiste ». Personne ne doute du succès potentiel de l'opération si elle va à son terme.

On peut donc aisément comprendre, dans ce contexte, que des déclarations martiales à la liquidation effective du P.S., il y a un pas qui reste à être franchi. Car rien n'indique que sur les ruines du P.S. actuel n'émergerait pas un nouveau parti de type réformiste - auquel cas l'appareil aurait tout perdu. D'où les réticences que manifestent les secteurs de l'appareil liés à Jospin et Delanoë (qui aurait actuellement le vent en poupe). Ceux-ci se prononcent quant à eux pour

« un réformisme assumé et résolument ancré

à gauche »<sup>24</sup>

Et pointent les risques que leur fait courir la politique menée par Royal envers Bayrou & co. D'où leur soutien à une politique :

« s'adressant directement aux électeurs progressistes du centre plutôt qu'aux états-majors du Modem, ou, encore moins du Nouveau Centre »

### **Unité contre Sarkozy et le MEDEF ! Rupture avec le gouvernement, le patronat !**

A l'heure où sont écrites ces lignes, on en est là. Quoique de plus en plus politiquement dégénéré, le P.S. n'a pu être encore liquidé comme organisation issue du mouvement ouvrier. A l'évidence, ce serait un important succès politique pour le Capital si disparaissait de la scène politique toute trace de parti politique lié à ce mouvement. Nous n'avons donc aucune raison d'être pressés.

Historiquement, l'acte politique de proclamation des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Internationales était bien sur une déclaration de guerre à la social-démocratie. Mais cela ne signifie évidemment pas qu'au nom de cela, nous soyons pour aider les possédants dans leurs offensives contre le mouvement ouvrier.

En tout état de cause, la crise du P.S. vient d'abord de la politique de collaboration éhontée de sa direction avec la bourgeoisie, ainsi qu'on l'a encore vu durant les élections présidentielles et depuis. C'est d'autant plus insupportable qu'on sait que le gouvernement issu du scrutin du 6 mai 2007 se prépare à entamer une véritable guerre contre les salariés, que plus que jamais l'unité doit se réaliser contre lui, que toute collaboration avec lui doit être bannie.

En ce sens, ce combat pour l'Unité intègre nécessairement une dimension d'affrontement avec les dirigeants socialistes, contre leurs plans liquidationnistes.

Pascal Morsu, 30 août 2007.

---

22 *L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*, 1915.

23 *Le Monde*, 15.VIII.2007.

---

24 H. Désir, J. Glavany, A. Hidalgo, etc. : *Repensons, rassemblons, renouvelons la gauche*. *Le Monde*, 5.VII.2007.